

La répression en Biélorussie

La fermeture d'une université libre à Minsk

[10 août 2004]

Jean Grondin

Professeur au Département de philosophie de l'Université de Montréal

La nouvelle n'a pas fait les manchettes ici, mais c'est une raison de plus pour s'y arrêter : une université libre de Minsk a été brutalement fermée par l'administration du despote qui dirige la le Bélarus, Alexandre Loukachenko. L'*European Humanities University* (EHU) de Minsk avait été fondée il y a sept ans par des biélorusses, formés en Occident, dans l'espoir de contribuer à l'éducation démocratique et à l'ouverture de leur pays, devenu « indépendant » en 1991, mais qui avait aussitôt été repris en main par les anciens oligarques. Se sentant floués par cette révolution trahie et se rendant compte qu'une réforme des anciennes universités était impossible, où les apparatchiks d'hier s'étaient maintenus, des esprits brillants ont eu l'idée de créer cette université qui aura été l'un des rares îlots de liberté du Bélarus. De telles universités à tendance « occidentale » avaient été fondées avec succès dans des centres comme Prague et Budapest, grâce à l'appui de mécènes comme George Soros, émigré hongrois qui a fait fortune à la bourse de New York et qui dirige une fondation philanthropique qui se voue notamment à la noble cause de l'éducation démocratique dans les pays de l'Est. Mais les universités de Prague et de Budapest avaient de la chance : elles étaient soutenues, elles, par leurs gouvernements soucieux de se rapprocher de l'Occident, où leurs pays se trouvent maintenant intégrés.

C'est le même destin qu'espéraient les biélorusses de Minsk. Leur université, qui se donnait aussi le courageux nom d'*Open Society Institute*, a bénéficié de l'appui généreux de la Fondation Soros et de la Carnegie Foundation. L'EHU se vouait à la formation des maîtres et s'adressait aux meilleurs étudiants diplômés de ce qu'était autrefois l'empire soviétique. Ils bénéficiaient, entre autres, à Minsk de l'enseignement de professeurs invités venus de l'Ouest. C'était pour la plupart de ces chercheurs leur premier et

seul contact avec l'Occident. C'est qu'à la différence de leurs confrères dans des pays comme la Pologne, la République Tchèque ou la Hongrie, maintenant membres de l'OTAN et de l'Union européenne, les chercheurs russes n'ont que peu d'occasions de voyager en Occident et de bénéficier de sa culture démocratique, dont ils sont aussi avides, parce qu'ils en sont aussi cruellement privés.

L'université de Minsk était donc plus nécessaire que d'autres. Comme elle se consacrait à la formation des futurs maîtres et qu'elle était entièrement et généreusement financée par l'Occident, Loukachenko (grand ami de Saddam Hussein, en passant) en a d'abord toléré la présence. Contrôlant toute l'économie de son pays, il en touchait sans doute des avantages économiques. Car c'est souvent comme cela dans les pays de l'ex-Union Soviétique : l'ouverture à l'Ouest est la bienvenue si elle s'accompagne de bienfaits financiers, mais l'est beaucoup moins s'il s'agit de promouvoir une société ouverte dans un pays régi par des oligarques ou, plus exactement, par un seul, car Alexandre Loukachenko dirige son pays d'une main d'acier. Il est bien connu - en tout cas pour ceux qui s'intéressent à ces pays, souvent oubliés de nos consciences occidentales – que Loukachenko a liquidé toute forme d'opposition interne. Ce que *Le Monde* a appelé les « escadrons de la mort » (*Le Monde*, 3 et 11 juillet 2001) a fait disparaître des opposants politiques sans laisser aucune trace. Dans la plupart des cas, leurs femmes, ou leurs veuves, ignorent ce qui est arrivé à leurs maris. Certains ont été retrouvés morts dans ce que l'on avait maquillé comme des « suicides » (voir *Le Monde*). Eh oui! voilà ce à quoi a donné lieu la révolution de velours et la « chute » du communisme au Bélarus.

L'EHU se sera héroïquement maintenue pendant sept ans. Le gouvernement en a décrété la fermeture le 5 août 2004. Depuis quelques mois déjà, il exigeait la démission du Recteur Mikhailov, suspect en raison de ses contacts occidentaux, mais sans lesquels l'université ne pourrait exister. À la fin de juillet, l'EHU devait renouveler son bail pour l'édifice qu'elle louait au gouvernement (édifice d'ailleurs situé à deux pas d'un hôpital pour des victimes du cancer, incalculables dans une ville comme Minsk qui a été beaucoup plus affectée que d'autres par le désastre de Tchernobyl : pauvre Biélorussie!). Le gouvernement a prétendu qu'il avait besoin de l'immeuble et prié l'EHU de se trouver un autre établissement. Tous les espaces disponibles appartenant, bien sûr, au régime, l'EHU

n'avait plus de locaux. En vertu du légalisme si cher aux régimes totalitaires, le ministre de l'éducation Alyaksandr Radzkou a alors révoqué la licence d'enseignement de l'institution au motif qu'elle ne disposait pas d'un édifice d'enseignement pour accueillir ses 300 enseignants et ses 1000 étudiants...

Le Recteur Mikhailov, dont l'appartement de Minsk a été vandalisé par les autorités, a miraculeusement trouvé refuge à Washington et passera l'année à Harvard grâce à une bourse de la Fondation Fullbright. Il est impossible, pour l'instant, d'avoir quelque nouvelle que ce soit du sort de ses nombreux collègues et élèves à Minsk, maintenant privés d'espoir.

L'EHU étant l'un des seuls lieux où pouvait encore s'exercer une liberté d'expression en Biélorussie, la fermeture a suscité quelques manifestations dans les rues de Minsk, réprimées avec force par Lukachenko, qui devait bien se douter que la fermeture d'une petite université n'émouvrait pas beaucoup les puissances occidentales, occupées ailleurs et depuis toujours assez peu attentives à ce qui se trame dans cette république totalitaire qui se trouve aux portes de l'Europe. La *Voice of America*, la présidence néerlandaise de l'Union Européenne, l'OSCE ont au moins fait part de leur consternation (les médias d'ici n'en ayant pas du tout parlé, les lecteurs intéressés pourront se procurer les informations nécessaires sur Internet à l'aide de mots clefs comme EHU Minsk et *closing*). Une lettre de protestation a été signée par des intellectuels comme Jürgen Habermas et Bronislaw Geremek. Souhaitons que ces initiatives aient quelque succès et parviennent à réveiller quelques consciences. Loukachenko ne mérite pas notre indifférence.